



CSA SPIP du 09.09.2026

DECLARATION LIMINAIRE

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 09 septembre 2026

Monsieur le Président,

Nous voilà réunis pour le CSA SPIP de cette rentrée 2026. À celles et ceux qui en ce début de mois de septembre prennent de nouvelles fonctions ou rejoignent une nouvelle résidence administrative, l'**UFAP UNSa Justice** souhaite une bonne installation ainsi qu'une pleine réussite dans leurs nouvelles fonctions professionnelles. L'**UFAP UNSa Justice** s'en tiendra là, s'agissant des vœux en tout cas. Il est pourtant d'usage, à la sortie de l'été, de souhaiter très largement une « bonne rentrée » et d'espérer que l'été fut bon, et les vacances reposantes.

L'UFAP UNSa Justice ne veut pas se voiler la face : qui peut, à l'heure actuelle, vivre une « bonne rentrée » dans les SPIP d'Hexagone et d'Outre-mer ?

Entre ceux qui retrouvent leur effectif de 130 personnes, ceux qui vont devoir poser des bracelets qu'ils n'ont pas, à toute heure du jour et de la nuit, ceux qui vont devoir jongler entre l'accueil, le secrétariat et les statistiques, ceux qui ont seuls la charge de l'accompagnement social ou de la conduite de projet pour des centaines et des centaines de détenus ... Nous n'oublions pas non plus ceux qui ont tenu les services à bout de bras cet été, étouffés par la chaleur, menacés par le feu ou noyés sous la surpopulation carcérale. Parfois même les trois en même temps ...

Ces épisodes ne peuvent désormais plus être considérés comme exceptionnels. Ils doivent conduire la DGAP à engager une véritable réflexion de fond sur l'adaptation des conditions de travail, des organisations et du parc immobilier pénitentiaire au changement climatique et à ses conséquences.

S'agissant de l'état général dans lequel se trouve l'administration pénitentiaire, ce qui pouvait, il y a encore quelques années, apparaître comme une situation de crise n'en est plus une. La déliquescence de notre administration est désormais un état de fait durable aux conséquences désastreuses sur les conditions de travail des personnels et la qualité du service public pénitentiaire.

Avec près de 1 000 postes vacants au sein des 103 SPIP de l'Hexagone et des Outre-Mers, les effectifs en personnels restent toujours largement insuffisants. L'UFAP UNSa Justice dénonce, encore et toujours, le sous-dimensionnement du parc pénitentiaire et le manque criant de moyens humains qui frappe l'ensemble de notre administration.

Car ceux qui en payent le prix fort, ce sont des personnels (CPIP, ASE, PA, psychologues, ASS, coordonnateurs, DPIP ...) qui sont contraints d'absorber quotidiennement des charges de travail toujours plus importantes. Pour tous, les missions s'accumulent et des conditions d'exercice ne sont plus à la hauteur des enjeux de réinsertion sociale, de prévention de la récidive et de sécurité publique confiés aux SPIP.

Dans ce contexte, l'UFAP UNSa Justice s'inscrit pleinement dans l'appel à la mobilisation générale du 29 septembre prochain. Salaires, pouvoir d'achat et conditions de travail sont au cœur des préoccupations des personnels, qui ne peuvent être une nouvelle fois les variables d'ajustement des politiques budgétaires. Cette journée doit permettre de faire entendre avec force la colère et les revendications des agents de la fonction publique. L'UFAP UNSa Justice appelle donc les personnels des SPIP à se mobiliser massivement le 29 septembre.

A tous les niveaux, l'UFAP UNSa Justice porte et continuera de porter l'exigence d'un véritable « plan Marshall » pour résorber les vacances de postes de l'ensemble des corps et des filières exerçant au sein des SPIP. Il est urgent de redonner aux personnels les moyens humains nécessaires pour exercer leurs missions et retrouver des conditions de travail dignes.

Aux difficultés liées aux effectifs, s'ajoute également une situation budgétaire particulièrement préoccupante. Dans bon nombre de structures pénitentiaires (SPIP et établissement), les finances sont à zéro. Cette situation résulte évidemment d'un contexte budgétaire national particulièrement contraint et d'une politique d'austérité qui frappe de plein fouet les services déconcentrés. Elle est également aggravée par une surpopulation carcérale historique, dont le coût pèse lourdement sur les finances de l'administration pénitentiaire et réduit mécaniquement ses capacités d'action. Les contractuels sont les premiers sacrifiés, souvent sans aucun ménagement. Les projets de déménagement ensuite, les travaux de réfection ou de sécurisation des sites, la formation continue, et enfin les dispositifs d'aménagement de peine ou de prise en charge. Sans oublier les droits syndicaux qui sont piétinés, fragilisant la démocratie sociale et la défense des droits des personnels.

Pour l'UFAP UNSa Justice, cette crise budgétaire a des conséquences très concrètes : elle limite les moyens nécessaires à l'exercice des missions, affaiblit les politiques d'insertion et de prévention de la récidive et réduit les capacités d'accompagnement des publics confiés à l'Administration Pénitentiaire.

Les difficultés financières rencontrées au plus haut sommet de l'État ne peuvent toutefois constituer un alibi permettant à l'Administration de rogner sur les droits et la rémunération des personnels. À ce titre, notre organisation dénonce les multiples spoliations dont sont victimes nos collègues s'agissant du volet indemnitaire de leur rémunération. **Régularisation de la PSS qui se fait attendre, réexamen quadriennal de l'IFSE au rabais, NBI-ville indûment refusée à nos collègues exerçant dans des quartiers difficiles ...** La liste s'allonge de mois en mois !

Pour l'UFAP UNSa Justice, la reconnaissance de l'expérience professionnelle acquise par les personnels se doit d'être reconnue. Notre organisation continuera donc de défendre une application juste et équitable de la revalorisation quadriennale et refusera toute disposition visant à écarter artificiellement des agents du bénéfice de celle-ci. Avec la publication à venir de la note sur le réexamen quadriennal, il devient plus qu'urgent de produire celle sur le forfait « mobilité » pour que les agents ayant obtenu une mutation depuis 2021 ne soient pas laissés au bord de la route.

S'agissant de l'Indemnités de Sujétions Spéciales (ISS), des engagements ont été pris depuis maintenant plus d'un an ! Des annonces ont été faites. Pourtant, les régularisations financières se font toujours attendre. L'UFAP UNSa Justice rappelle que l'Administration est redevable d'une dette envers ses personnels ! Il est désormais temps de solder celle-ci et de mettre un terme à cette situation inadmissible.

Concernant la NBI-ville, l'UFAP UNSa Justice porte depuis plus de 18 mois la parole des personnels des SPIP de Lille, Dunkerque, Maubeuge et bien d'autres ... exclus du bénéfice de ce dispositif sur la base d'un texte obsolète. Ce que l'Etat a prévu pour ses agents qui travaillent dans les quartiers prioritaires, la pénitencière doit l'appliquer !

Enfin, l'UFAP UNSa Justice ne saurait siéger dans cette première instance de la rentrée sans avoir une pensée particulière pour l'ensemble des personnels qui ont vécu, durant cet été, des situations éprouvantes. Le SPIP de Martinique, en particulier, a subi une attaque effroyable, proche de l'acte terroriste. L'UFAP UNSa Justice salue une nouvelle fois leur courage, leur sang-froid et leur résilience, et appelle l'administration à être particulièrement vigilante dans le suivi de leurs traumatismes, la reconnaissance de leurs accidents de travail et des suites judiciaires qui seront données à la tentative d'assassinat dont ils ont été victimes. Les travaux réalisés et la formation délivrée aux personnels sur les réflexes à adopter peuvent apparaître satisfaisants à ce jour, pour autant nous n'oublions pas les engagements pris et serons vigilant jusqu'au bout, à savoir un déménagement des locaux dédiés et sécurisés. Cet événement doit servir de leçon face à l'inertie des uns et à l'angélisme des autres, qui font supporter chaque jour des risques inconsidérés à l'ensemble des personnels. La sécurité des personnels est bel et bien un enjeu majeur pour nos services, n'en déplaise à certains ! L'UFAP UNSa Justice réitère sa demande d'un audit national de l'immobilier des SPIP, y compris sur le plan sécuritaire, et de prendre les mesures utiles partout où cela s'avère nécessaire.

Monsieur le Président, le contexte particulièrement difficile de cette rentrée mérite toute votre attention et toute votre énergie. Vacances de postes, surpopulation carcérale, surcharge de travail, budgets exsangues, reconnaissance indemnitaire toujours insuffisante et conditions de travail dégradées ! Et pourtant, les personnels des SPIP continuent d'assurer leurs missions malgré des difficultés qui s'accumulent...mais jusqu'à quand ? L'UFAP UNSa Justice continuera de porter leurs revendications avec détermination et d'exiger de l'administration autre chose que des réponses dictées par les seules contraintes budgétaires.

Car derrière les lignes comptables, il y a des gens. Des vraies gens qui souffrent, et qui, de plus en plus, souffrent pour rien, tant le sens de nos missions et la grandeur de notre institution se sont perdus, sacrifiés sur l'autel des économies budgétaires, des ambitions personnelles et de la politique spectacle. Il est plus que temps que cela cesse !

Les élus UFAP UNSa Justice au CSA SPIP

